

Déprésidentialisons la Ve République !

Christophe Seltzer*

TRIBUNE. Chaque mouvement social est le symptôme d'un système politique complètement bloqué. Un remède : donner davantage de pouvoir à l'Assemblée.

Il est de bon ton de taxer d'instabilité les IIIe et IVe Républiques, largement à tort comme l'explique l'historien Jean Garrigues, qui montre que la longévité de leurs ministres était globalement plus importante que sous la Ve République. Pour un jeune de 30 ans, c'est surtout, d'abord, la vie politique depuis 2002 qui est bloquée. Chaque nouveau mouvement social en constitue le rageant symptôme. Cette stabilité dangereuse, longtemps frustrante, nourrit une colère grandissante, aussi légitime qu'impuissante.

La France se gouverne globalement au centre, c'est-à-dire dans un espace vide qui se veut pragmatique, pour réaliser quelques réformes paramétriques, comme si toute chose existante était bonne et ne demandait qu'à être rafistolée. Que la gauche, la droite ou encore le macronisme soient au pouvoir, rien ne change. Trop souvent, le cynisme le dispute aux éléments de langage.

L'âge légal de départ à la retraite finit toujours par être repoussé - alors à quoi bon avoir encore un débat sur un système qui pourtant vacille ? Même l'idée de compte notional promis par le président en 2017 a disparu. La « révolution » attendra. La dépense publique et la dette augmentent, y compris hors crise. Il n'y a plus de débat, les générations futures paieront (oublie-t-on de dire par opportunisme). Les réformes structurelles de l'école ou de l'hôpital sont introuvables. On ne présente pas de politique publique ambitieuse et réaliste pour réduire les émissions de CO2...

À LIRE AUSSI « On rentre dans le dur » : l'exécutif sur un volcan

Sans pouvoir

À l'heure de la « grève générale » du 18 octobre, rappelons une évidence : le président ne fixe pas les salaires dans le privé. C'est faux, et c'est un non-sens économique. Mais le président est réputé chef de tout. Ce qui n'est pas faux. Les oppositions ne parviennent pas à peser dans les débats budgétaires, même contre ou avec une majorité relative, car elles s'empressent déjà de rejoindre la bonne écurie, en misant sur le bon petit cheval pour qu'il devienne le bon prochain président. Dans cette course équestre, voilà la majorité « présidentielle » elle-même désarçonnée par l'une de ses composantes, le MoDem, qui fait passer un amendement « super-dividendes » contre sa ligne. Remarquez, bien qu'on soit au Parlement, on ne parle même pas vraiment d'une majorité « parlementaire ».

Les électeurs ont la chance de voter pour leur président après tout, alors s'ils ne sont pas contents, rendez-vous en 2027 - ils n'ont qu'à « bien » voter ! me répondaient presque à l'unisson, dans une rencontre à huis clos, deux parlementaires LR et Renaissance. Assignés à l'immatrité, avec ou sans col roulé, le bidon d'essence plein ou vide, dans la rue, avec leurs amis, ou derrière leur clavier, nos concitoyens font monter vers leur président toutes leurs pensées, espoirs, prières ou craintes. On n'a plus ni dieu ni roi, mais on a un président de la République. La belle affaire démocratique.

Les salariés ont raison de vouloir négocier une augmentation de salaire et de recourir à leur droit de grève. Les syndicats de vouloir montrer leurs muscles dans le dialogue social. Les Français de refuser le blocage. Le président de s'énervier. Le gouvernement de réquisitionner ou de passer le budget avec le 49.3. Les députés de crier à l'absolutisme. Les électeurs de se sentir dépossédés du pouvoir. Les demandeurs d'action pour le climat de rager. Mais personne n'a réellement le pouvoir de changer les choses - à part les salariés, les patrons et leurs syndicats dans le peu de dialogue (social) qu'il reste en France. Le blocage est d'abord politique : tout le monde a raison, mais sans pouvoirs définis, personne n'est responsable.

Absolutisme « hyper » inefficace

La France est piégée dans un absolutisme « hyper » inefficace, pour prolonger l'analyse de Jean-François Revel. La représentativité du Palais-Bourbon consécutive aux élections du mois de juin 2022 est heureuse, mais accidentelle. On avait oublié que c'était possible, alors on l'a fait. Mais les groupes parlementaires n'utilisent pas leur pouvoir retrouvé (que leur confère pourtant notre Constitution). Les partis politiques qui ont soutenu des personnalités façon casting de télé-réalité n'avaient pas réfléchi en amont sur des programmes sérieux, tandis que beaucoup de nos parlementaires ne s'attendaient pas à exercer un mandat. Pire, dans une logique hyperprésidentielle, tant de députés préparent 2027 pour leur pomme et ne confrontent pas le début d'une idée - à part sortir du pupitre la première mesure clientéliste venue. Le populisme est la chose la mieux partagée dans le paternalisme.

À LIRE AUSSI Pourquoi la macronie (et la France) est déjà « cul par-dessus tête »

Il est vrai, ce n'est pas la faute du président, qui hérite d'un système qui lui confère tant de pouvoir symbolique et réel. Mais, lui, rien ne l'empêche de se battre pour le changer. Que ne l'a-t-il pas proposé explicitement, alors candidat à sa réélection et sans projet ? Non plus que la faute des hommes politiques, piégés dans la même logique présidentialiste. Pas plus que l'on ne peut blâmer les électeurs, dépossédés de réelles options politiques. En avril comme en juin 2022, vote (in)utile oblige, il fallait voter 1, 2 ou 3 comme devant Miss France. On rembobine ?

Pouvoir dispersé

N'allons pas trop vite (on n'est plus à un an près) : la dissolution n'est pas la solution. Offrons un cadre pour retrouver trois choses disparues : les idées, le débat et l'action. Nul besoin de tout casser. Cessons par exemple d'élire le président de la République au suffrage universel direct comme le propose Gaspard Koenig dans son dernier essai *Contr'un*. Une rupture culturelle salutaire qui n'emporterait pas de bouleverser l'équilibre des pouvoirs sur le papier constitutionnel (surtout celui de 1958) - il y a tant de gaullistes autoproclamés encore, il faut les rassurer. Ou a minima, sans réforme constitutionnelle, redonnons du pouvoir à l'Assemblée nationale, comme le propose le recueil « Dé-présidentialiser la Ve République » de *GenerationLibre* avec la fin de l'alignement de calendrier des élections présidentielle et législatives et le retour de mandats de longueur différente. Et entre les deux, mettons enfin en oeuvre une élection des députés à la proportionnelle ? François Bayrou ne pouvait pas avoir tort sur tout depuis aussi longtemps. L'approche libérale du pouvoir dispersé, donc efficace, compte des avocats chez les écologistes comme les conservateurs qui réfléchissent, dont deux ont publié d'excellents ouvrages cette année : *De la France - Ce pays que l'on croyait connaître* (Laetitia Strauch-Bonart), et *Voyage d'un homme libre au pays de l'absolutisme* (Aurélien Taché).

La France doit vraiment passer de Baron Noir à Borgen.

Au fait, vous n'avez pas remarqué ? On a oublié de parler ici de la Première ministre et des ministres, relégués, non plus à la conduite de l'action du gouvernement, issu de, et responsable devant, l'Assemblée nationale, mais à vendre l'(in)« action » présidentielle à coups de communiqués de presse et de power points. Parce que de toute façon, on a sauté dans l'inconnu, c'est la faute à Manu.

Dans un sondage Ifop pour GenerationLibre, 82 % des Français déclarent que l'élection présidentielle « repose trop sur des personnes et pas assez sur des idées ». En redonnant du pouvoir aux partis politiques - aux idées - et aux parlementaires - représentants de la nation -, on incitera les partis à (re)trouver des idées ou à les valoriser, à travailler des programmes et à offrir de réels choix aux Français pour un poids tangible dans le processus délibératif au Parlement. Les parlementaires devront renouer avec le dialogue politique au lendemain des élections pour trouver des compromis (l'inverse des compromissions) sur des projets solides... adossés à des idées et non plus (seulement) des personnes ! C'est sur ce terreau que des gouvernements dignes du nom, pleinement responsables, pourront émerger. Bref, la France doit vraiment passer de Baron Noir à Borgen. Mais de grâce (non présidentielle), ne passons pas cul par-dessus tête : laissons les négociations salariales du monde privé là où elles ont leur place : dans l'entreprise.

*Christophe Seltzer est directeur du think tank GenerationLibre.

[Cet article est paru dans Le Point.fr](#)